



Quel est le point commun entre la volonté de GDF Suez de relancer les centrales nucléaires de Doel 2 et de Tihange 3, d'une part, et les fermetures d'Arcelor Mittal, de Ford Genk et de Caterpillar Gosselies, d'autre part ? L'impasse historique du capitalisme. Aveuglé par la concurrence, obnubilé par l'appât du gain, ce système absurde n'a plus rien d'autre à offrir à l'humanité que la destruction sociale et écologique.

Alors que les richesses accumulées seraient plus que suffisantes pour assurer le « bien vivre » de toutes et tous sur cette Terre, les patrons et les gouvernements à leur service sèment le malheur des 99% en tronçonnant les salaires, l'emploi et la protection sociale. Alors que les connaissances scientifiques et techniques permettraient de léguer un environnement de qualité à nos enfants, la course au profit empoisonne l'eau, l'air et les sols tout en provoquant une catastrophe climatique irréversible, aux conséquences sociales incalculables.

Vingt-quatre millions de chômeurs et de chômeuses dans l'Union Européenne, et ce n'est pas fini. Que faire ? Premièrement, résister et s'organiser pour la résistance la plus massive, opiniâtre et déterminée possible. Le temps du syndicalisme bureaucratique est définitivement révolu. Les actions presse-bouton et les promenades Nord-Midi, ça suffit. L'heure de la bataille a sonné. Face à la brutalité des patrons voyous et à la perfidie des politiciens, il n'est d'autre solution que de renouer avec les meilleures traditions des luttes pour l'émancipation : la participation de toutes et tous au combat par la démocratie la plus large, l'occupation des entreprises, l'élection de comités de grève. La concertation est morte, place à la lutte de classe !

Deuxièmement, élaborer un programme à la hauteur des enjeux. Une fiscalité juste, l'annulation de la dette illégitime et la réduction radicale du temps de travail sans perte de salaire et avec embauche sont des éléments clé. Mais il faut aller plus loin et, là aussi, l'histoire nous livre ses enseignements. Dans les années cinquante du siècle passé, sentant venir la crise du charbon et de l'acier provoquée par le parasitisme des holdings, la gauche de la FGTB proposait un programme de réformes de structures anticapitalistes dont la clé de voûte était la nationalisation sous contrôle ouvrier et sans rachat des secteurs de l'énergie et de la finance. Quoiqu'adopté en congrès et porté dans la rue par la grève générale de l'hiver 60, ce programme a ensuite été rangé au rayon des accessoires. Un demi-siècle plus tard, on paie cher cet abandon. Mais ce programme existe toujours. Sortons-le des tiroirs ! Inspirons-nous en pour jeter les bases d'une

## **Pour un écosyndicalisme de combat !**

Écrit par Daniel Tanuro

Vendredi, 08 Mars 2013 18:29 -

---

politique alternative et tracer un chemin vers l'abolition du capitalisme.

Evidemment, le monde a bien changé. Il y a la mondialisation du capital, l'Union Européenne et... la crise écologique. Ces changements majeurs sont source de désarroi. En particulier, face à la destruction de l'emploi, nombreux sont les syndicalistes qui croient pouvoir remettre la défense de l'environnement à plus tard. Ils ont doublement tort. D'abord parce que les pauvres sont les premières victimes du massacre de la planète. Ensuite parce que la réponse au saccage capitaliste est un élément décisif de l'alternative.

Eviter des catastrophes écologiques implique de réaliser dans l'urgence une gigantesque mutation vers une économie sans carbone fossile ni énergie nucléaire. Il s'agit d'isoler tout le parc immobilier, de généraliser des transports publics gratuits et de qualité, de bâtir un nouveau système énergétique décentralisé et 100% renouvelable, de sortir de l'agrobusiness... Le marché ne le fera pas, ou trop peu et trop tard, et à coups d'injustices supplémentaires. Le défi ne peut être relevé que par un plan public européen mobilisant au service de la collectivité les richesses volées par le capital. Certes, ce plan implique de sortir du tout automobile, de réduire la production matérielle et les transports. Mais, pour le mettre en œuvre, on a besoin d'industrie et d'ouvriers, de verre et d'acier, d'engins et de machines, d'ingénieurs et d'employés !

Voilà le constat sur base duquel la gauche syndicale d'aujourd'hui devrait élaborer un programme écosocialiste d'ensemble, cohérent, et dont la formidable légitimité sociale lui permettra de gagner l'hégémonie. Les obstacles sont formidables. Les affronter jusqu'au bout requerra notamment de forger un nouvel instrument politique. Mais il n'y a tout simplement pas d'autre voie.